

Guy Mollet, Européens de l'Est

Légende: En décembre 1950, Guy Mollet, ministre d'État français chargé du Conseil de l'Europe, publie un article dans la revue Notre Europe pour faire part de ses inquiétudes quant au sort réservé par l'Union soviétique aux pays européens situés derrière le rideau de fer.

Source: Notre Europe. Revue européenne. dir. de publ. Ray, Marcel. Décembre 1950, n° 1. Strasbourg: Société européenne d'éditions et de publications. "Européens de l'Est", auteur: Mollet, Guy , p. 40-42.

Copyright: (c) Notre Europe / Société européenne d'édition et de publications

URL: http://www.cvce.eu/obj/guy_mollet_europeens_de_l_est-fr-e01074f4-c01b-4af0-835a-6a5a63f3bd62.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Européens de l'Est

par **Guy MOLLET, Ministre d'État chargé du Conseil de l'Europe**

A l'heure où il est tant parlé d'union de l'Europe, il est bon de rappeler que l'Europe que nous aurions voulu unir n'est pas celle — trop limitée — dont il est aujourd'hui question. Cette union restera incomplète sans la participation des nations européennes de l'Est, situées derrière le rideau de fer. Il n'a pas tenu à nous que cette participation soit assurée et, même après les interdictions de la Russie soviétique, l'Assemblée consultative de Strasbourg a pris soin d'instituer une commission spéciale, chargée de préserver les intérêts de ces nations dans tous les travaux de l'Assemblée. Et nous sommes persuadés que la Fédération de l'Europe libre peut constituer par elle-même l'un des moyens les plus efficaces pour entraîner vers leur libération les peuples devenus malgré eux les «satellites» du puissant Etat russe.

Il faut bien le reconnaître, l'état d'anarchie politique et économique, où se trouvent encore actuellement les démocraties de l'Europe occidentale, ne les met guère en mesure d'exercer une attraction sur les pays de l'Europe de l'Est. Si la liberté est bien peu de chose pour qui vit dans la misère, la liberté est également peu de chose aux yeux de qui ne l'a point connue, si elle ne s'accompagne pas de l'efficacité.

C'est sur l'impuissance, proclamée par Lénine, des démocraties libres à organiser l'économie, qu'avait été essentiellement fondée la doctrine bolchevik de la dictature nécessaire. Tant que la preuve contraire n'aura pas été administrée par des actes, le bolchevisme conservera pour ce motif une équivoque puissance de séduction.

On objectera naturellement les remarquables réalisations des démocraties scandinaves et de la Grande-Bretagne travailliste. Mais l'œuvre des unes et des autres s'est accomplie dans un cadre strictement national; elle est le fait de démocraties déjà anciennes, alors qu'il n'y a pas la même tradition de liberté dans la plupart des peuples de l'Europe orientale et que les problèmes économiques et sociaux réclament chez eux des solutions d'une nécessité trop urgente pour pouvoir les attendre d'une lente maturation des idées démocratiques.

En outre, — car nous devons la vérité à nos amis — lorsqu'une nation comme la Grande-Bretagne agit sur le plan extérieur, elle ne le fait point toujours d'après les principes d'une organisation internationale socialiste, mais parfois, cédant à des nécessités immédiates, selon les pratiques héritées du régime capitaliste, et sa politique à cet égard n'est guère susceptible d'être placée en opposition avec l'asservissement économique que la Russie soviétique a imposé à ses satellites.

Nous estimons, en conséquence, que les Nations de l'Europe Libre doivent constituer une Fédération européenne, à la fois sur le plan économique et sur le plan politique, non seulement dans leur propre intérêt, mais afin de pouvoir servir d'exemple et de rendre espoir aux pays situés de l'autre côté du rideau de fer.

Car nous écartons, bien entendu, toute idée de libération par la guerre. Si pitoyable que soit le sort des nations asservies par la Russie, la guerre constituerait un remède pire que le mal. Et aussi bien la situation politique est présentement telle que toute guerre offensive contre la Russie apparaîtrait en fait comme une menace allemande contre les frontières actuelles de la Tchécoslovaquie et de la Pologne et rejetterait celles-ci du côté de l'Union Soviétique. Si difficilement conciliables que soient les prétentions territoriales antagonistes de l'Allemagne et de ses deux voisines, aucune vraie solution ne peut sortir de la guerre.

Nous nous sommes efforcés dans les lignes qui précèdent, de raisonner objectivement sur la base d'une situation de fait. Cela nous autorise à dire maintenant avec quelle émotion nous pensons à tous ceux, qui, victimes de la dictature dans les démocraties dites «populaires», aimaient la liberté telle que nous la comprenons et l'ont aujourd'hui perdue. Minorité sans doute dans un certain nombre de pays, ces hommes et ces femmes constituaient parfois, comme dans le cas du peuple tchèque, une nation tout entière.

Ce n'est donc point par indifférence envers ces amis que nous nous efforçons de poursuivre, de notre côté dans le maintien de la paix, l'unification de l'Europe Libre. La pensée de leur douloureuse destinée nous est

une raison de plus pour que nous nous hâtons d'accomplir notre œuvre. Lorsque l'idée qui nous guide sera devenue une réalité vivante, sa force d'attraction deviendra un jour irrésistible.